



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« réfection de la protection des berges du Nom et création de
la voie verte des Arvis, dans le cadre du réaménagement
global de la RD 909 »
sur la commune de Thônes
(département de la Haute-Savoie)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6376-N13978

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2026-15 du 29 janvier 2026 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-021 du 2 février 2026 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6376-N13978, déposée complète par le Département de la Haute-Savoie le 19 février 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 5 mars 2026 ;

Vu la saisine de la direction départementale des territoires de Haute-Savoie en date du 27 février 2026 ;

Considérant que le projet consiste en la réfection de la protection des berges du Nom¹ dans le cadre du réaménagement global de la RD 909 (306 ml) et la création d'une voie verte (1 656 ml) sur la commune de Thônes (74) ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants, dont la durée des travaux est estimée de 14 à 16 semaines :

- démontage des gabions existants dégradés,
- remplacement de ces derniers par des enrochements en pied et des caissons végétalisés,
- reconstitution de la ripisylve par la plantation de saules arbustifs,
- construction d'une voie verte ;

Considérant que le projet présenté relève des rubriques suivantes du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement :

- 6 c) Construction de pistes cyclables et voies vertes de plus de 10 km,
- 47 c) Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que le projet est situé en dehors de tout zonage de protection ou d'inventaire du milieu naturel et de la biodiversité ;

Considérant que la note environnementale ainsi que les éléments complémentaires de la note corrective jointe au dossier visent à définir des mesures d'évitement, de réduction et de suivi :

- Limitation stricte des emprises en lit mineur et absence de recalibrage ;

¹ Le Nom est un cours d'eau classé en 1^{re} catégorie piscicole, au sens du Code de l'environnement reflétant la présence dominante de salmonidés, notamment la truite fario, espèce patrimoniale du secteur.

- Respect strict de la fenêtre hors période de reproduction : du 1^{er} novembre au 31 mars ;
- Mise en place d'une dérivation provisoire (batardeaux) avec dispositifs filtrants (paille / géotextile) ;
- Entretien des engins sur aire étanche ;
- Décantation des eaux pompées avant rejet ;
- Remise en état des fonds avec une granulométrie équivalente à l'état initial ;
- la reconstitution du matelas alluvial avec une granulométrie équivalente ;
- le traitement de la Renouée asiatique,
- Pêche électrique de sauvegarde, réalisée avant travaux, en lien avec l'OFB
- Suivi de la reprise végétale (2 à 3 ans) et surveillance des espèces exotiques envahissantes

Considérant que les mesures retenues sont de nature à prendre en compte les incidences potentielles du projet sur l'environnement, garantir la préservation des frayères et l'absence d'incidence notable sur les cycles biologiques des espèces piscicoles ;

Considérant que le projet a pour objectif de conforter des berges dont l'érosion met en péril la structure de la RD 909 et permettra de en outre de créer 1656 m de voie verte qui s'inscrit dans le schéma départemental des mobilités douces et constitue un maillon essentiel entre Thônes et Saint-Jean-de-Sixt ;

Rappelant que le projet est soumis à la réglementation de la loi sur l'eau et qu'un dossier devra être déposé auprès de l'autorité compétente ;

Rappelant les mesures à prendre par le maître d'ouvrage pour prévenir tout risque de prolifération de l'ambrosie ainsi que son élimination pendant et après travaux conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur² ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de réfection de la protection des berges du Nom et création de la voie verte des Arvis, dans le cadre du réaménagement global de la RD 909, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6376-N13978, présenté par le Département de la Haute-Savoie, concernant la commune de Thônes (74), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la Préfète et par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,

Yannick
MAJOREL
yannick.m
ajorel

Signature
numérique de
Yannick
MAJOREL
yannick.majorel
Date : 2026.03.25
10:02:50 +01'00'

² arrêté préfectoral n° ARS/DD74/ES/2019-29 du 15 juillet 2019

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)